



COMMUNIQUÉ

Le Guatemala vit l'un des moments les plus compliqués de son histoire, marqué par la résistance de secteurs enracinés dans l'oligarchie du pays aux résultats des élections de 2023.

Dans un contexte où les gouvernements sont montrés du doigt pour leur corruption et où les institutions démocratiques continuent de s'éroder, la désillusion est devenue un sentiment très répandu.

Au cours de la semaine dernière, le pays a connu une série de grèves pour protester contre les récents événements survenus au sein du ministère public.

Lundi dernier, la population et les organisations ancestrales se sont unies dans ce qu'elles ont appelé une "grève nationale à durée indéterminée", descendant dans la rue pour exiger la démission de la procureure générale Consuelo Porras et des fonctionnaires qui, selon elles, "agissent avec abus de pouvoir et facilitent un plan de coup d'État, orchestré par le 'Pacte de corruption'".

La décision de la Cour constitutionnelle a été vivement critiquée par d'anciens juges et procureurs qui ont lutté contre la corruption dans le pays. Des journalistes, des médias et des hommes politiques critiques à l'égard du système actuel ont également mis en garde contre les graves conséquences de cette révision. Dans un pays où la population a déjà exprimé par les urnes sa lassitude à l'égard des pouvoirs traditionnels, il est soutenu que "la Cour constitutionnelle a violé la procédure électorale en ordonnant une nouvelle audience pour réviser le décompte des voix, ce qui est en dehors des dispositions de la loi électorale et des partis politiques, dont les préceptes sont impératifs".

Dans ce contexte, la souveraineté et la démocratie du Guatemala sont en danger. Bien qu'il s'agisse d'un pays démocratique, souverain et indépendant, la manière dont le ministère public a procédé à la saisie des urnes contenant les bulletins de vote suscite de plus en plus d'inquiétudes. En outre, il est intrigant d'observer comment certains acteurs semblent se battre pour rester au pouvoir, ce qui nous amène à penser qu'il pourrait s'agir d'un avertissement pour le peuple.

En ce moment crucial de l'histoire du Guatemala, il est essentiel que les citoyens et la communauté internationale soient vigilants et s'unissent pour défendre la démocratie et la souveraineté de ce pays. La résistance et les voix de ceux qui exigent la transparence, la justice et un système politique sans corruption sont des exemples courageux de la détermination du peuple guatémaltèque.



Le chemin vers la construction d'une société plus juste et plus équitable n'est pas facile, mais l'unité et la lutte pour des principes démocratiques solides sont essentielles. La situation au Guatemala nous rappelle que la vigilance constante à l'égard de nos institutions et la participation active à la vie politique sont des responsabilités qui incombent à tous les citoyens.

Nous apprécions l'intérêt de RIPESS (Réseau Intercontinental pour l'Économie Sociale et Solidaire) et sa solidarité avec les efforts de ceux qui cherchent un meilleur avenir pour le Guatemala. Alors que le pays est confronté à ces défis, nous réaffirmons notre engagement en faveur des valeurs de l'économie sociale et solidaire, qui promeut la justice sociale, l'égalité et la participation démocratique dans tous les aspects de la vie, y compris dans la sphère politique.

Nous espérons que cette situation sera résolue pacifiquement et équitablement, et que le Guatemala pourra évoluer vers un avenir dans lequel la volonté du peuple sera fidèlement reflétée dans ses dirigeants et dans les politiques qui affectent sa vie. En tant que PECOSOL GT, nous continuerons à suivre de près la situation et à soutenir les efforts en faveur d'un changement positif au Guatemala et dans le monde.

PECOSOL GUATEMALA, ORGANISATION PARTENAIRE DE RIPESS LAC